

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1090-2016, 21 décembre 2016

CONCERNANT l'exercice des fonctions de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions :

— du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre de la Sécurité publique à monsieur Laurent Lessard, membre du Conseil exécutif, du 27 décembre 2016 au 6 janvier 2017, à monsieur Geoffrey Kelley, membre du Conseil exécutif, le 7 janvier 2017 et à monsieur Pierre Arcand, membre du Conseil exécutif, les 8 et 9 janvier 2017;

— de la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation et ministre responsable de la région de Laval à monsieur Sébastien Proulx, membre du Conseil exécutif, du 3 au 13 janvier 2017;

— du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à monsieur David Heurtel, membre du Conseil exécutif, du 3 au 17 janvier 2017;

— de la ministre responsable des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional et ministre responsable de la région de Lanaudière à madame Dominique Anglade, membre du Conseil exécutif, du 5 au 12 janvier 2017;

— de la ministre responsable de la Condition féminine à madame Christine St-Pierre, membre du Conseil exécutif, du 5 au 12 janvier 2017;

— du ministre responsable des Affaires autochtones à monsieur Pierre Arcand, membre du Conseil exécutif, du 8 au 13 janvier 2017;

— du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale à madame Julie Boulet, membre du Conseil exécutif, du 8 au 15 janvier 2017;

QUE le décret numéro 1055-2016 du 14 décembre 2016, en regard des pouvoirs, devoirs et attributions du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre de la Sécurité publique, soit modifié en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

65955

Gouvernement du Québec

Décret 1091-2016, 21 décembre 2016

CONCERNANT la nomination de M^e France Lynch comme sous-ministre du ministère de la Justice

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE M^e France Lynch, sous-ministre associée à la Direction générale des services de justice au ministère de la Justice, administratrice d'État II, soit nommée sous-ministre de ce ministère, administratrice d'État I, au traitement annuel de 208 048 \$ à compter des présentes;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 s'appliquent à M^e France Lynch comme sous-ministre du niveau 4.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

65956